

l'hebdo
des socialistes

2024: Les Jeux Olympiques à Paris!



© Jean-Marie Hervio/DPPI Media/DPPI

Cent ans après ses dernières Olympiades, Paris va accueillir de nouveau le plus haut niveau du sport mondial en 2024. Le Parti socialiste se réjouit de l'attribution des JO à Paris. Cette décision, si elle était attendue, reste le fruit d'un travail collectif de longue haleine, porté par des sportifs (Tony Estanguet, Bernard Lapasset) mais aussi par des élus, au premier rang desquels l'ancien président de la République François Hollande, et la maire de Paris Anne Hidalgo.

Cette décision du CIO ouvre la perspective de Jeux Olympiques d'une nouvelle ère, alliant sobriété budgétaire, éco-responsabilité et investissements utiles aux besoins de la métropole (logement, transports). Le Parti socialiste veillera à la bonne mise en œuvre de ces investissements au profit durable des citoyens. Ce choix de Paris pour accueillir la plus grande manifestation sportive donne à la France l'occasion de rassembler le monde autour des valeurs universelles du sport et de la fraternité.

LE BUREAU NATIONAL ACTE LA DÉCISION DE PRINCIPE DE VENTE DU SIÈGE

© Eric Spiridigliozzi



PRÉPARER L'AVENIR

Cette vente est aussi une décision politique pour préparer l'avenir: «*le PS prend la décision de consacrer la part la plus importante de son budget, lui-même réduit, à son action politique et non pas à se maintenir à Solférino*», précise le trésorier. Rester à Solférino, coûterait, au vu des charges et de l'emprunt nécessaire, environ 4 millions d'euros par an, sur un budget désormais de 8 millions d'euros annuel. Or, «*nous avons besoin de consacrer nos moyens à l'action politique*»: définir des projets politiques, réfléchir, travailler, mener des actions, former des cadres, préparer des élections... L'essentiel du budget doit être consacré à l'avenir.

«*Le Parti socialiste a pris la décision de principe de mettre en vente le siège du 10 rue de Solférino*», a annoncé le trésorier Jean-François Debat lors d'un point presse qui s'est tenu à l'issue du Bureau national du mardi 19 septembre. La décision est «*difficile*», tant ce siège, acquis après la victoire de François Mitterrand en 1981, est historique et symbolique.

Cette décision repose sur deux types de raisons: «*il existe une contrainte financière qui pèse sur le Parti socialiste, mais il s'agit aussi d'une décision politique pour préparer l'avenir*», précise le trésorier. Les résultats aux dernières élections, le nombre de voix obtenues

et le nombre de parlementaires élus, réduisent «*fortement notre dotation*», rappelle le trésorier. Au total, entre ce qui a été perçu lors de la mandature 2013-2017 et ce qui sera perçu entre 2018 et 2022, «*nous perdons 100 millions d'euros*». Soit 20 millions d'euros de moins chaque année, ce qui représente environ les trois quarts des recettes de la précédente mandature. Devant une telle situation, la réorganisation est inévitable. Déjà «*des décisions ont été prises*», de ne pas renouveler certains contrats, de réduire les dépenses de fonctionnement et «*il fallait prendre une décision sur l'avenir de notre siège*», souligne Jean-François Debat.

«*C'est aussi une occasion et un choix de refonder notre action ailleurs*», même si «*c'est un crève-cœur*». Cela signe la fin d'une époque, d'une ère, il faut admettre que «*cette refondation peut se faire ailleurs qu'ici*», constate le trésorier. «*Cette décision de principe doit d'abord nous permettre de préparer le quinquennat qui s'ouvre, de préparer nos militants, notre parti aux échéances qui viennent, de mener l'action politique pour défendre ce qui a toujours été notre ADN: plus de justice sociale, en s'opposant quand il le faut au gouvernement, en menant les campagnes que nous estimons justes et en disposant pour cela des moyens financiers suffisants pour pouvoir le faire correctement.*»

ŒUVRER À L'UNION DE LA GAUCHE

Une délégation du Parti socialiste s'est rendue à la fête de l'Humanité samedi 16 septembre, à l'invitation de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste. Rachid Temal, secrétaire national à la Coordination et à l'organisation, Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, secrétaire nationale au suivi de l'opinion et présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen, Isabelle This-Saint-Jean, secrétaire nationale à la Transition énergétique et écologique et Olivia Polski, secrétaire nationale à la Communication et aux réseaux sociaux, ont assisté au discours de réception des organisations et associations partenaires.

Par cette rencontre symbolique, le Parti socialiste réaffirme que seule l'unité permettra de s'opposer véritablement à la déferlante de texte libéraux du gouvernement d'Édouard Philippe.



© Mathieu Delmestre

« LES COLLECTIVITÉS ONT BESOIN DE LIGNES CLAIRES »

« Le gouvernement fait de la recentralisation sa marque de fabrique », a regretté Rachid Temal, secrétaire national à la Coordination et à l'organisation et candidat aux sénatoriales dans le Val d'Oise lors d'une conférence de presse mercredi 20 septembre. Il a dénoncé un « rapport à la démocratie sociale particulier » au vu notamment de la volonté du gouvernement de réduire le nombre d'élus, dont « des élus locaux, de proximité, qui mettent les mains dans le cambouis ». Pour Rachid Temal, cette casse territoriale s'accompagne d'une casse sociale, qui se traduit par les mesures injustes, comme la baisse des contrats aidés, des APL ou la hausse de la CSG. Des mesures qui pourtant impactent le pouvoir d'achat des Français. « La question des emplois aidés, c'est aussi celle d'un certain nombre de services qui demain ne seront plus assurés par les collectivités », a-t-il souligné. Et ce sont « des hommes et des femmes à qui l'on permettait de revenir vers l'emploi ». Il conteste « le discours électoraliste du Premier ministre, qui semble rétropédaler sans que l'on sache où il veut aller. » Face à cela, « les socialistes sont combatifs sur le terrain, dans une opposition intelligente au pouvoir, ils vont porter au Sénat nos valeurs ».

François Rebsamen, président de la Fnesr, a lui aussi déploré le manque de constance du gouvernement dans ses annonces. « Nous prenons la défense des collectivités territoriales parce que nous pensons à l'intérêt général ». Or, « les collectivités ont besoin de lignes claires » et ont à la place « des annonces contradictoires ». « Le budget 2017 de Michel Sapin reposait sur une croissance de 1,5% à la fin de l'année, a rappelé François Rebsamen. On l'a à l'époque traité de menteur. Et on voit aujourd'hui que nous allons atteindre 1,8% de croissance fin 2017. Cela représente 300 000 emplois créés qui ne doivent rien au gouvernement actuel. On nous a dépeint en juillet une situation noire, et le Premier ministre a utilisé ce prétexte pour annuler des crédits. La vérité fait jour, la croissance est là, les rentrées fiscales s'améliorent, tant mieux. »



© Mathieu Delmestre

QUEL BUDGET ?

Désormais, les collectivités territoriales ont besoin de réponses : quel budget leur sera-t-il consacré ? Qu'en est-il du logement ? La baisse annoncée des APL, dont, souligne François Rebsamen, on ne connaît toujours pas le montant (5 euros ? 50 ou 60 euros ?) risque de fragiliser un secteur en pleine reprise. D'où « l'inquiétude » du président de la Fnesr, qui rappelle que le PS représente des régions, des départements et de nombreuses villes de plus de 10 000 habitants. « Le PS n'est pas mort, la renaissance viendra des territoires ». À l'annonce de la baisse des dotations au mois de juillet, les élus socialistes se sont adressés au Président pour faire part de leur inquiétude, mais n'ont pas eu de retour.

Pour Nadège Azzaz, secrétaire nationale en charge de l'Égalité des territoires, le PS reste « le parti de la décentralisation », et s'opposera « à la baisse des dotations et des contrats aidés ». Il faudra de même être vigilant quant à la réforme de la taxe d'habitation qui doit s'inscrire dans une refonte de la fiscalité des territoires. « Il est important de maintenir l'autonomie des collectivités ». Un tract sera diffusé dans les fédérations, qui explique ce que les mesures annoncées par le gouvernement impliquent en terme de perte des services publics et de démocratie locale. « La chambre haute doit être le lieu de sauvegarde d'une certaine forme de décentralisation » a-t-elle ajouté.

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES MOBILISÉS POUR LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE



© Mathieu Delmestre

Les députés du groupe Nouvelle gauche se sont retrouvés au Mans, à l'invitation de Marietta Karamanli, députée de la Sarthe pour un séminaire de rentrée lundi 18 et mardi 19 septembre. Les députés socialistes ont préparé la rentrée parlementaire en discutant, à huis clos, des sujets forts à venir : CETA, logement, loi sécurité, budget 2018...

Les débats ont abordé des sujets de fond, avec la volonté réaffirmée de s'opposer à la politique menée tout en proposant des alternatives viables. Les députés socialistes ont notamment demandé au gouvernement de suspendre l'entrée en

vigueur provisoire du traité CETA, entre l'Union européenne et le Canada.

« Nous sommes attachés à la justice sociale, au socialisme, à la démocratie, à l'écologie, à l'Europe, voilà ce que nous sommes et que nous voulons continuer à être », a affirmé Marietta Karamanli. « Le film n'est pas écrit, nous sommes avec vous les scénaristes », a rappelé Olivier Faure. Les députés socialistes sont tous unis et pleinement mobilisés pour défendre la justice sociale et la démocratie.

LE PARTI SOCIALISTE, **AVEC** SES MILITANTS, ENGAGE UN PROFOND TRAVAIL DE **REFONDATION**

Le vote sur la feuille de route permettra aux militants

de se prononcer sur la méthodologie de la refondation.

POUR VOTER



RENDEZ-VOUS LE 28 SEPTEMBRE 2017 EN SECTION, DE 17H À 22H

ÉTAPES DE LA FEUILLE DE ROUTE DE LA REFONDATION DU PARTI SOCIALISTE

